

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER  
DE LA CSSF

N°89

Juin 2008



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### ■ COMPTE DE PROFITS ET PERTES DES BANQUES AU 31 MARS 2008

*Communiqué de presse du 28 mai 2008*

La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 1.246 millions d'EUR au 31 mars 2008. Ce chiffre représente une baisse de 23,9% par rapport au 31 mars 2007, date à laquelle le résultat avant provisions s'élevait à 1.637 millions d'EUR. Ce chiffre confirme les estimations fournies par la CSSF à l'occasion de la présentation de son rapport d'activités le 22 avril 2008.

Les marchés financiers ont été marqués par une extrême volatilité au cours du premier trimestre de l'année 2008 et les valorisations d'actifs financiers liés au crédit ont atteint leurs niveaux les plus bas depuis le début des turbulences financières en été 2007. Ces développements ont laissé leurs traces dans les états financiers des banques luxembourgeoises comme en témoignent les autres revenus nets qui se soldent par une perte de 282 millions d'EUR au 31 mars 2008.

Durant les trois premiers mois de l'année, l'activité d'intermédiation financière est restée vigoureuse, malgré les turbulences financières. L'activité de gestion patrimoniale permet au secteur bancaire luxembourgeois de disposer dans l'ensemble d'une situation de liquidité très confortable. Dans un contexte de primes de risque à la hausse, le recyclage de ces liquidités a permis aux banques luxembourgeoises d'augmenter leurs revenus d'intermédiation. Ainsi, la marge sur intérêts s'établit à 1.617 millions d'EUR, soit une progression de 20,6% sur un an. Par contre, les incertitudes financières et les baisses des marchés de capitaux font que les revenus de commissions diminuent de 5,8% en comparaison annuelle.

Du côté des dépenses, on note une diminution de 2,3% pour les frais généraux administratifs alors que les dépenses de personnel progressent de 5,4%. Ces évolutions se traduisent par une baisse de 23,9% du résultat avant provisions qui se chiffre à 1.246 millions d'EUR au 31 mars 2008.

*Compte de profits et pertes au 31 mars 2008*

Postes en millions d'EUR	Mars 2007	Mars 2008	Variation en %
Marge d'intérêts <sup>1</sup>	1.341	1.617	20,6%
Revenus de commissions	1.060	999	-5,8%
Autres revenus nets	304	-282	-192,7%
<b>Produit bancaire</b>	<b>2.705</b>	<b>2.334</b>	<b>-13,7%</b>
Frais de personnel	588	620	5,4%
Autres frais généraux	480	469	-2,3%
<b>Frais généraux</b>	<b>1.068</b>	<b>1.088</b>	<b>1,9%</b>
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>1.637</b>	<b>1.246</b>	<b>-23,9%</b>

<sup>1</sup> Y compris dividendes perçus sur les filiales

## STATISTIQUES

### ■ BANQUES

#### Changements dans le calcul de la somme des bilans des banques

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, les établissements de crédit doivent rapporter leurs bilans et comptes de profits et pertes d'après le schéma européen harmonisé FINREP, basé sur les normes comptables IFRS. L'introduction d'un nouveau reporting, utilisant de surcroît un nouveau référentiel comptable, est toujours une opération délicate qui entraîne inévitablement des difficultés et retards.

Pour cette raison, des statistiques sur les établissements de crédit ne peuvent pas être publiées pour l'instant. Tous les efforts sont entrepris pour publier ces statistiques dans les délais habituels.

Le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 31 mai 2008 est resté inchangé à 155 unités.

## STATISTIQUES

### ■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Diminution importante de la somme des bilans des PSF au 30 avril 2008

Au 30 avril 2008, la somme des bilans de l'ensemble des PSF (236 entités en activité à cette date) s'est élevée à EUR 61,340 milliards contre EUR 100,175 milliards au mois précédent (233 entreprises en activité), soit une diminution importante de 38,77% sur une période d'un mois. La diminution de la somme des bilans en question est quasi exclusivement attribuable à la réduction du volume d'activité d'une entité qui est active en matière de prêt de titres.

Le résultat net provisoire des 236 acteurs financiers s'est établi au 30 avril 2008 à EUR 220,79 millions contre EUR 92,75 millions au 31 mars 2008, ce qui constitue une amélioration notable du résultat global de l'ensemble des PSF pendant le mois d'avril 2008 (+138%).

### ■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

#### Agrément de trois nouvelles sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)

Depuis la publication de la dernière Newsletter, trois nouvelles SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).

Le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 199 unités au 9 juin 2008.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'est élevé à 18 unités au 31 mai 2008 comparé à 17 unités au 31 décembre 2007.

Au 31 mai 2008, 13 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (asep) ont été inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005 s'est élevé à 12 au 31 mai 2008.

### ■ SOCIETES DE GESTION

#### Agrément de deux nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La CSSF informe que deux nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit des entités suivantes :

- Duemme International Luxembourg S.A.
- Vector Asset Management S.A.

Les sociétés de gestion sous rubrique sont exclusivement actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite à ces agréments, le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 185 au 9 juin 2008.

### ■ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS D'AVRIL 2008

#### I. Situation globale

Au 30 avril 2008, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 1.964,076 milliards contre EUR 1.895,445 milliards au 31 mars 2008, soit une augmentation de 3,62% par rapport au mois de mars 2008. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en régression de 0,15%.

L'augmentation de 3,62% des actifs nets des OPC luxembourgeois au mois d'avril se répartit en une augmentation de 2,67% due à l'impact des marchés financiers et une augmentation de 0,95% provenant de l'investissement net en capital.

En ce qui concerne l'impact des marchés financiers sur le total des actifs net des OPC luxembourgeois, on peut constater que pour le mois d'avril, ce sont principalement les marchés d'actions qui sont à l'origine de l'impact positif des marchés financiers sur les actifs net des OPC luxembourgeois.

Ainsi, sur les marchés d'actions européens, malgré les problèmes dans le secteur financier, on a pu constater que les résultats trimestriels de certaines entreprises du secteur des industries furent au-dessus des anticipations des investisseurs, ce qui a positivement impacté les marchés. De même, une demande de produits stable et élevée provenant de pays émergents tels que la Chine et la Russie ainsi que des chiffres plus positifs que prévus sur la conjoncture américaine ont pu surcompenser sur les marchés d'actions européens les soucis issus de la crise de crédit pour le mois d'avril.

Aux Etats-Unis, dans le contexte de la crise de crédit, la *Federal Reserve* a baissé encore une fois les taux directeurs avec le but de relancer l'économie par une politique monétaire expansive. Concernant les craintes d'une récession aux Etats-Unis, les investisseurs ont dû constater que les chiffres publiés sur la conjoncture américaine dépassaient positivement leurs anticipations, ce qui pour le mois d'avril a poussé les indices d'actions américains à la hausse.

Ainsi, les OPC à actions européennes, les OPC à actions américaines et les OPC à actions japonaises ont gagné au mois d'avril en moyenne respectivement 5,50%, 5,80% et 7,69% en valeur par rapport à leurs actifs nets du mois de mars.

Les pays émergents ont également profité au mois d'avril du redressement des marchés d'actions. Une croissance économique élevée et continue, de même que des chiffres macroéconomiques stables ont poussé à la hausse les marchés d'actions en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique Latine. La Russie et l'Amérique Latine ont continué de profiter de la hausse des prix des matières premières. Par conséquent, les OPC à actions asiatiques, les OPC à actions de l'Europe de l'Est et les OPC à actions d'Amérique Latine ont gagné en moyenne respectivement 10,13%, 4,42% et 9,37% en valeur par rapport à leurs actifs nets du mois de mars 2008.

Concernant les marchés obligataires en Europe, le maintien par la Banque Centrale Européenne (BCE) des taux directeurs à un niveau constant face à un taux d'inflation en Europe au dessus des objectifs de la BCE portant sur la stabilité des prix, a fait que les investisseurs ont renoncé pour le moment à une anticipation de baisse des taux directeurs européens. En conséquence, les cours des obligations d'Etat européennes ont chuté et les OPC investissant en obligations libellées en Euro ont diminué de -0,45% en valeur par rapport aux actifs nets du mois de mars.

Une nouvelle réduction des taux directeurs aux États-Unis à la fin du mois d'avril a nourri les anticipations des investisseurs, que face à la montée du taux d'inflation aux Etats-Unis, il n'y aura probablement pas d'autre baisse des taux directeurs par la *Federal Reserve* à court terme.

## STATISTIQUES

Par conséquent, les obligations d'Etat américaines ont également chuté au mois d'avril. Toutefois, les actifs nets des OPC investissant dans des obligations libellées en USD ont augmenté pour le mois d'avril en moyenne de 1,31% en valeur par rapport au mois précédent, ceci en raison de la forte appréciation de l'USD face à l'EUR au mois d'avril.

A l'inverse, sur les marchés des *corporate bonds*, on a pu constater au mois d'avril une décontraction des *spreads* aussi bien pour le segment *investment grade* que pour le segment *High Yield*. Ainsi, les OPC investissant dans des obligations *High Yield* ont augmenté en moyenne de 3,94% par rapport à leurs actifs nets du mois précédent. Ce chiffre inclut néanmoins l'effet devise provenant de l'appréciation de l'USD face à l'EUR.

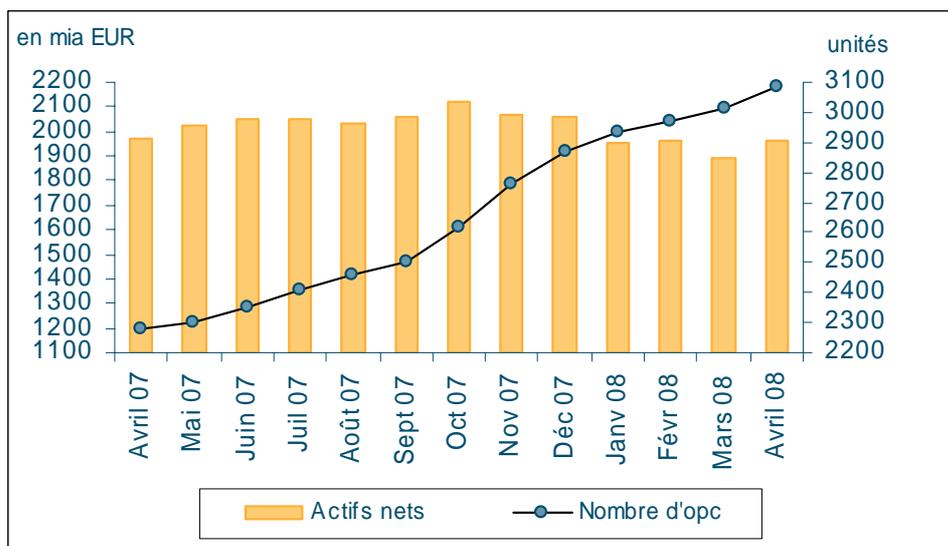
En ce qui concerne l'investissement net en capital pour les OPC luxembourgeois pour le mois d'avril 2008, les OPC monétaires en EUR, les OPC monétaires en USD et les OPC monétaires mixtes ont enregistré des souscriptions nettes de respectivement 1,26%, 7,99% et de 0,34% de leurs actifs nets par rapport au mois de mars.

L'investissement net en capital dans des OPC à actions se traduit au mois d'avril par une image hétérogène de sorte que les OPC à actions européennes, les OPC à actions américaines, les OPC à actions japonaises et les OPC à actions de l'Europe de l'Est ont dû prendre en compte des rachats nets de respectivement 1,06%, 1,86%, 0,18% et de 1,92% de leurs actifs nets par rapport au mois précédent et qu'à l'inverse, les OPC à actions asiatiques et les OPC à actions d'Amérique Latine ont enregistré des souscriptions nettes de respectivement 0,03% et 2,24% par rapport au mois de mars.

La même image hétérogène caractérise l'investissement net en OPC obligataires. Ainsi, on peut constater que les OPC à obligations libellées en Euro ont enregistré des souscriptions nettes de 0,52%, tandis que les OPC à obligations libellées en USD et les OPC à obligations du marché global ont dû prendre en compte des rachats nets de respectivement 1,66% et 0,47% de leurs actifs nets par rapport au mois de mars.

Les OPC à revenus diversifiés ont enregistré au mois d'avril un investissement net de 3,01% et les *Funds of Funds* ont également réalisé des émissions nettes à hauteur de 0,34% de leurs actifs nets par rapport au mois de mars 2008.

En résumé, au cours du mois d'avril 2008, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 17,993 milliards. Par rapport au 31 décembre 2007, l'investissement net en capital s'élève à EUR 24,234 milliards.



## STATISTIQUES

Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.083 par rapport à 3.012 le mois précédent. 1.827 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 10.346 compartiments. En y ajoutant les 1.256 entités à structure classique, un nombre total de 11.602 entités sont actives sur la place financière.

### II. Ventilation des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

Le tableau suivant montre le développement respectivement du nombre et des avoirs nets des OPC et des FIS.

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2006	1 469	1 516,540 €	552	249,916 €	217	78,394 €	2 238	1 844,850 €
31/01/2007	1 482	1 558,650 €	556	256,698 €	222	80,462 €	2 260	1 895,810 €
28/02/2007	1 490	1 568,660 €	561	259,029 €	227	81,018 €	2 278	1 908,707 €
31/03/2007	1 457	1 580,732 €	563	265,013 €	228	81,615 €	2 248	1 927,360 €
30/04/2007	1 461	1 613,851 €	571	269,882 €	244	83,263 €	2 276	1 966,996 €
31/05/2007	1 469	1 660,616 €	578	277,244 €	255	86,802 €	2 302	2 024,662 €
30/06/2007	1 492	1 675,029 €	584	283,491 €	276	88,502 €	2 352	2 047,022 €
31/07/2007	1 519	1 676,027 €	586	285,907 €	302	91,043 €	2 407	2 052,977 €
31/08/2007	1 538	1 649,820 €	585	288,727 €	337	96,757 €	2 460	2 035,304 €
30/09/2007	1 547	1 668,478 €	588	289,818 €	366	100,848 €	2 501	2 059,144 €
31/10/2007	1 599	1 713,963 €	608	297,171 €	411	112,385 €	2 618	2 123,519 €
30/11/2007	1 639	1 652,126 €	618	294,554 €	504	117,117 €	2 761	2 063,797 €
31/12/2007	1 653	1 645,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,107 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €

## REGLEMENTATION NATIONALE

### Circulaire CSSF 08/356

#### Règles applicables aux organismes de placement collectif lorsqu'ils recourent à certaines techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire

Les techniques et instruments visés par la circulaire 08/356 sont les opérations de prêt de titres, les opérations à réméré et les opérations de prise/mise en pension. Ces techniques et instruments doivent être employés par l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) aux fins d'une gestion efficace du portefeuille.

La circulaire 08/356 a pour objet de préciser les conditions et limites endéans desquelles un OPCVM est autorisé à recourir aux techniques et instruments précités. Les conditions et limites énoncées dans cette circulaire s'appliquent, en principe, aussi aux organismes de placement collectif (OPC) soumis à la partie II de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

La circulaire 08/356 délimite le risque de contrepartie de l'OPCVM envers une seule et même contrepartie dans une ou plusieurs opérations de prêt de titres, réméré et/ou de mise/prise en pension et permet à l'OPCVM de prendre en considération une sûreté adéquate pour pouvoir réduire celui-ci. En même temps, elle fournit des précisions au sujet de la forme que doit adopter cette sûreté et des exigences que l'OPCVM doit respecter pour pouvoir la prendre en considération. En ce qui concerne les sûretés données sous forme d'espèces, elle permet aux OPCVM de réinvestir celles-ci tout en posant des limites au réinvestissement.

Finalement, la circulaire précise le type d'information que l'OPCVM doit divulguer dans son prospectus et ses rapports financiers lorsqu'il recourt à ces techniques et instruments.

## REGLEMENTATION INTERNATIONALE

### Publication d'un document de consultation du CEBS sur les options et discrétions nationales figurant dans la CRD

Le Committee of European Banking Supervisors (CEBS) a lancé le 22 mai 2008 une consultation publique sur les options et discrétions nationales figurant dans la « Capital Requirements Directive » (Directives 2006/48/CE et 2006/49/CE). Le document de consultation est disponible à l'adresse [http://www.c-eps.org/Consultation\\_papers/documents/CP18\\_ond.pdf](http://www.c-eps.org/Consultation_papers/documents/CP18_ond.pdf).

Selon les propositions du CEBS, environ un cinquième des 152 dispositions analysées serait à maintenir en tant que discrétion nationale, et environ un cinquième devrait être aboli (soit en abolissant l'option, soit en érigeant l'option en règle générale). Pour les autres discrétions, le CEBS propose des solutions allant dans le sens d'une plus grande harmonisation des pratiques de surveillance et une amélioration du « level playing field » des établissements. Ainsi, pour certaines discrétions, une reconnaissance mutuelle serait appliquée par les autorités compétentes ; pour d'autres, le choix de l'option devrait être laissé à l'établissement.

La consultation prendra fin le 15 août 2008. Les commentaires peuvent être envoyés à l'adresse e-mail [cp18@c-eps.org](mailto:cp18@c-eps.org) et seront publiés sur le site du CEBS.

## STATISTIQUES

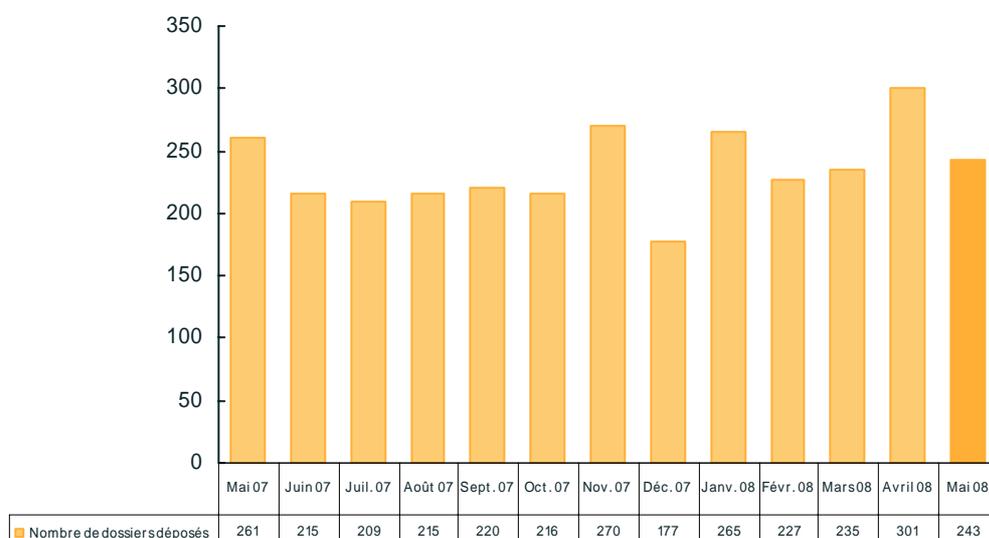
### ■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

#### 1. ACTIVITE D'APPROBATION

##### 1.1. Demandes d'approbation

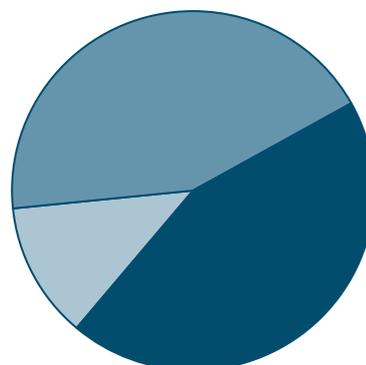
Pour le mois de mai 2008, un total de 243 demandes d'approbation a été déposé à la CSSF dont 106 prospectus, 30 prospectus de base et 107 suppléments.

Nombre de dossiers déposés de mai 2007 à mai 2008



Répartition des dossiers déposés au mois de mai 2008

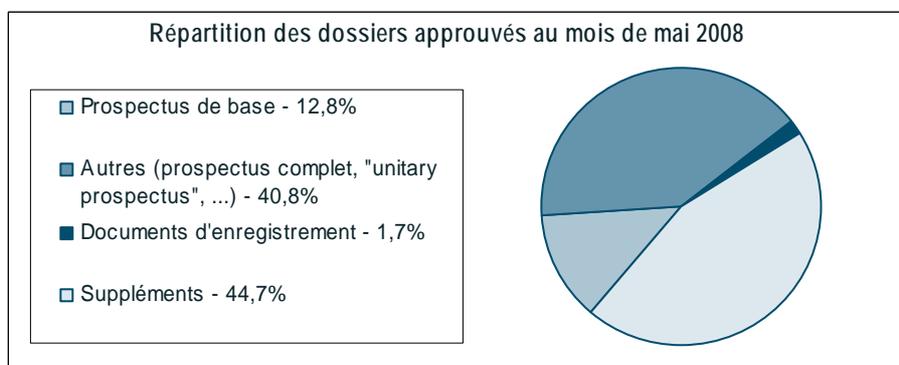
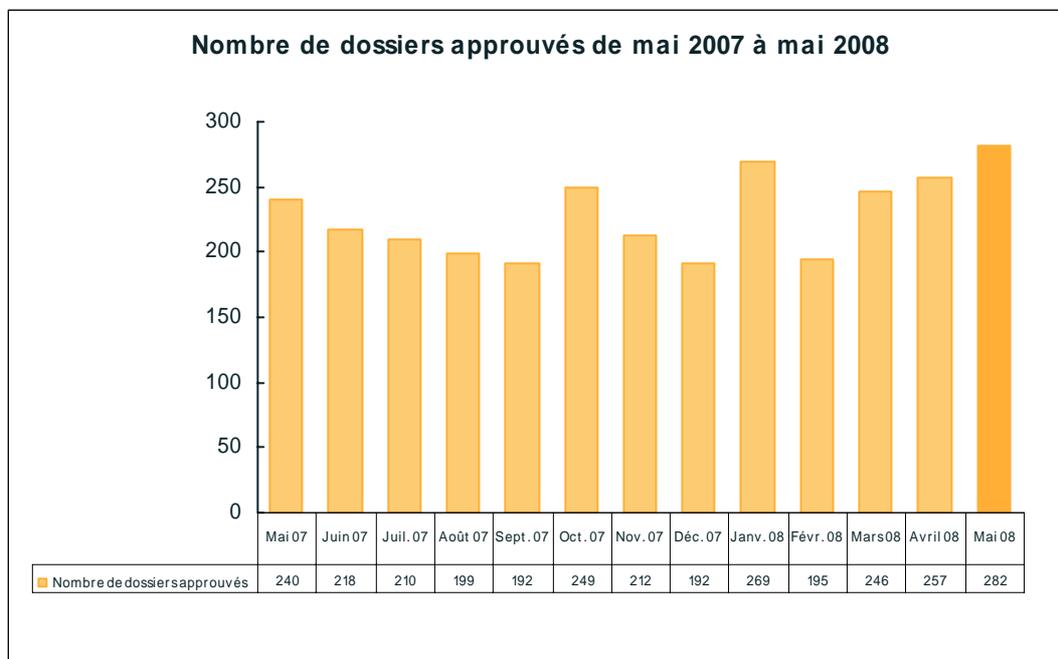
- Prospectus de base - 12,4%
- Autres (prospectus complet, "unitary prospectus", ...) - 43,6%
- Suppléments - 44,0%



## STATISTIQUES

### 1.2. Documents approuvés

Pour le mois de mai 2008, un total de 282 documents a été approuvé par la CSSF dont 115 prospectus, 36 prospectus de base, 5 documents d'enregistrement et 126 suppléments.

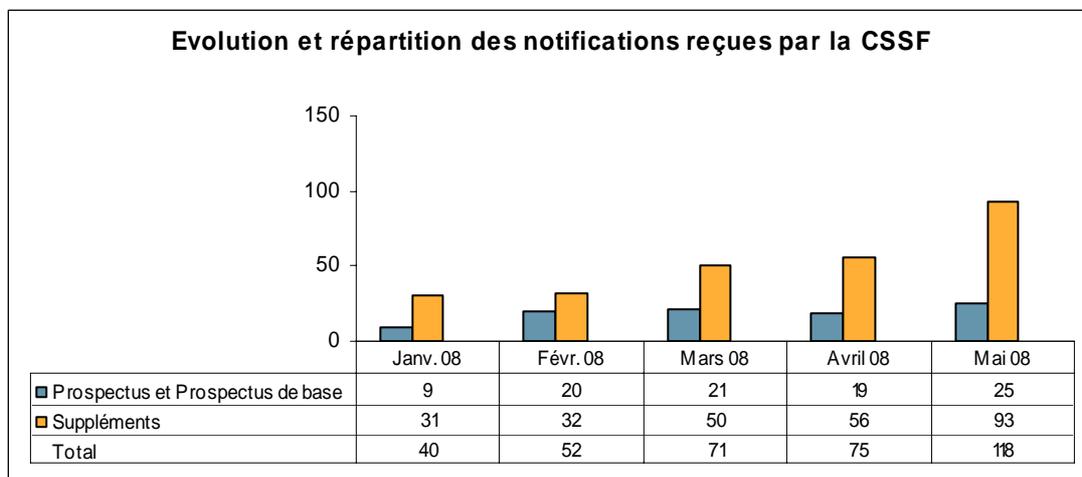
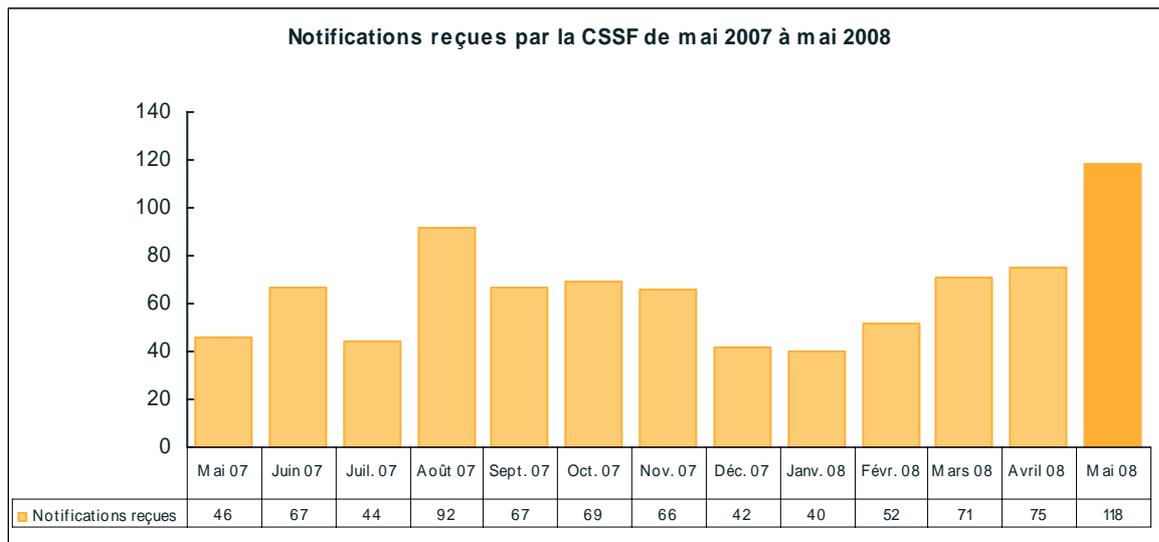


## 2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

### 2.1. Notifications reçues par la CSSF

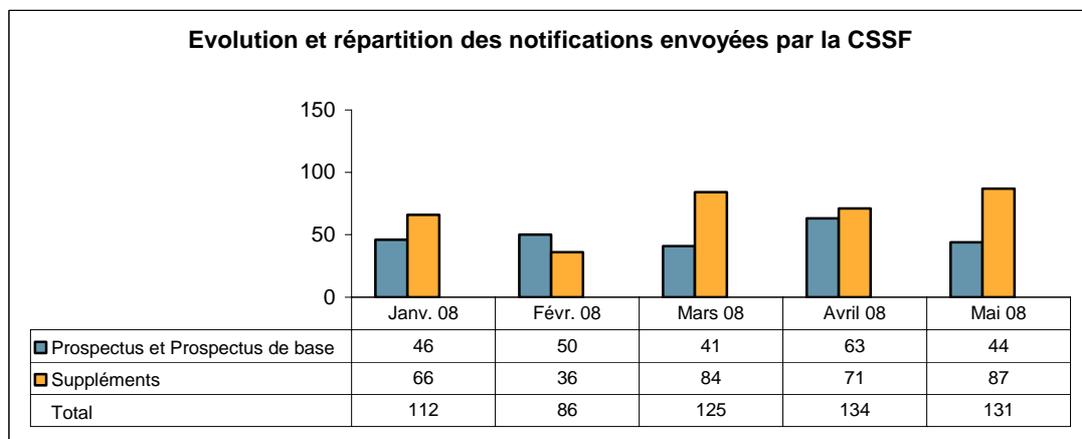
Pour le mois de mai 2008, la CSSF a reçu 118 notifications (relatives à 25 prospectus et prospectus de base et à 93 suppléments) en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

## STATISTIQUES



### 2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois de mai 2008, la CSSF a envoyé des notifications pour 131 documents\* (44 prospectus et prospectus de base et 87 suppléments) approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.



\* Ce chiffre correspond au nombre de documents pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

**Pas de changement.**

### ■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### **Nouvelles autorisations :**

##### **LUX NORDIC WEALTH MANAGEMENT S.A.**

60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg  
Autorisation ministérielle du 8 avril 2008.

##### **SANNE GROUP (LUXEMBOURG) S.A.**

231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg  
Autorisation ministérielle du 23 mai 2008.

##### **SKANDIA INVEST S.A.**

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg  
Autorisation ministérielle du 23 mai 2008.

##### **TASL PSF S.A.**

22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg  
Autorisation ministérielle du 21 mai 2008

#### **Retrait :**

##### **SOCIETE GENERALE D'ARBITRAGES ET DE PARTICIPATIONS (SGAP) LUXEMBOURG S.A.**

Abandon des activités de PSF le 28 mai 2008.

#### **Changement d'adresse :**

##### **MUTUALITE D'ASSISTANCE AUX COMMERCANTS S.C.**

26, rue Marguerite de Brabant, L-1254 Luxembourg

### ■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION

#### **Nouvelles sociétés :**

##### **DUEMME INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A.**

2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

##### **VECTOR ASSET MANAGEMENT S.A.**

23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg

#### **Changements de nom :**

LOMBARDA MANAGEMENT COMPANY S.A. est devenu  
**UBI MANAGEMENT COMPANY S.A.**

LOUVRE GESTION INTERNATIONAL S.A. est devenu  
**LGI**

## LISTES OFFICIELLES

HVB STRUCTURED INVEST S.A. est devenu  
**STRUCTURED INVEST S.A.**

### Changements d'adresse :

**ASSENAGON ASSET MANAGEMENT S.A.**  
15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

**DANSKE FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.**  
13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

**ROBECO LUXEMBOURG S.A.**  
6-12, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg

### ■ LISTE DES SICAR

#### Nouvelles sociétés :

**DEA CAPITAL S.A. SICAR**  
12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

**LBREP II EUROPE S.à R.L., SICAR**  
2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

**LBREP III EUROPE S.à R.L., SICAR**  
2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

#### Changement d'adresse :

**FONSICAR S.A., SICAR**  
8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

### ■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

#### Inscriptions et retraits pendant le mois d'avril 2008 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois

##### Inscriptions

###### 1) OPC partie I :

- ACMBERNSTEIN STRATEGIES, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- AKZENT INVEST FONDS 1 (LUX), 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ALLIANZ COMMODITIES STRATEGY, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ RCM SINGLE EXPRESS, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLTRUST 50, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg
- COMMERZBANK GS FUND SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- CONVEST21 UMBRELLA, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- DEKA-CONVERGENCE SMALL MIDCAP, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-OPTIMIX EUROPA, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DWS CASH EUR, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FLEX CHANCE I, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FLEX CHANCE II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FLEX CHANCE III, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS MULTI CHANCE I, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS MULTI CHANCE II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS MULTI CHANCE III, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DYNAMIC INVESTMENT FUND, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- EURIZON STARS FUND, 9-11, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
- EUROPE-EQUITY-INVEST: DEFENSIV, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- GP & G FUND, 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

## LISTES OFFICIELLES

- H & A LUX BOND DYNAMIC, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- HAKALA FONDS, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- HERALD (LUX), 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- HSBC TRINKAUS MULTI-ASSET-PLUS SICAV, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg
- HSH BOND, 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- LIBRA, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- LOCAL-EM-INVEST, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- PEGASOS, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- PIONEER ABSOLUTE RETURN EQUITY ASIA, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- PIONEER INVESTMENTS GUARANTEED FUNDS, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- PRIVATE BANKING WORLD INVEST, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- RICHELIEU FINANCE LUXEMBOURG, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- SGKB (LUX) FUND, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- UNIZERTIFIKATEFONDS, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- WARBURG EQUITA SICAV, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- WELLS FARGO (LUX) WORLDWIDE FUND, 1A, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg
- ZURICH VORSORGE DACHFONDS I, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- ZURICH VORSORGE DACHFONDS II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

### 2) OPC partie II :

- ECAN GLOBAL OPPORTUNITIES, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- HASPA PB GLOBAL, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- HSH ALPHA CONCEPT EUROPEAN EQUITIES, 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- IDB-STRATEGIE WUPPERTAL, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- KÖLN BONN FONDS-PORTFOLIO., 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- KÖLN BONN INDIVIDUAL-PORTFOLIO., 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- KÖLN BONN STRATEGIE-PORTFOLIO, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- PREMIUM., 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- SANFOR RV, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- SMART-INVEST GLOBAL, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- SPARKASSE KREFELD., 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- STRATEGIECONCEPT VM BC, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- TOPAS RV, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- VON DER HEYDT VERMÖGENSWERWALTUNGSFONDS, 8, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

### 3) FIS :

- ALESSIA, 65, boulevard Royal, L-1331 Luxembourg
- ALLIANZ GLOBAL INVESTORS ALTERNATIVE STRATEGIES S.A., SICAV-FIS, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- AMANDA SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ARGENTA PREMIUM FUND, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- AURIO SICAV-FIS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- BGV III FEEDER 3 SICAV-FIS, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg
- CALLANDER ALTERNATIVE FUND, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- CHAHINE SPECIALIZED INVESTMENT FUND, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY IV S.C.S., SICAF-FIS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- DWM FUNDS S.C.A. - SICAV SIF, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- GENERALI FINANCIAL HOLDINGS FCP-FIS, 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg
- GLL SELECTION FUND II, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- HAHN FCP-FIS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- HSBC TRINKAUS POOL SICAV-FIS, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg
- IGB KLIMASCHUTZ-PORTFOLIO, 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- III EUROPEAN PROPERTY SICAV-FIS, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- LFG NUMMUS FCP-FIS, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- LUX-INVESTMENT PARTNERS SICAV-FIS S.C.A., 1, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- MARATHON INVESTMENT FUND, 1, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- MELCHIOR SPECIALISED FUNDS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- MONTE ROSA FUNDS, SICAV-SIF, 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- MORETON SICAV-FIS, 1, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- MOSER OPPORTUNITIES, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- PLANE GLOBAL FUND, 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- VCM MEZZANINE SICAV-FIS III, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- VOLTAIRE INVESTMENTS, 29, rue Alphonse München, L-2172 Luxembourg

### Retraits

#### 1) OPC partie I :

- EUROPA AKTIEN-KASKO 04/2008, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- FALKEN FONDS, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- INDEX INVEST, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- TOTAL RETURN PLUS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- UNIOPTIMUS, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

#### 2) OPC partie II :

- CLARIDEN LEU (LUX) TECHNICAL STRATEGIES FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- SJ SEYMOUR SICAV, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

## PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **155** (31 mai 2008)

Somme de bilans : **EUR 915,445 milliards** (31 décembre 2007)

Résultat net : **EUR 4,542 milliards** (31 décembre 2007)

Emploi : **26 140 personnes** (31 décembre 2007)

---

Nombre d'OPC : **3 107** (9 juin 2008)

*dont 687 fonds d'investissement spécialisés (FIS)*

Patrimoine global : **EUR 1 964,076 milliards** (30 avril 2008)

---

Nombre de SICAR : **199** (9 juin 2008)

---

Nombre de fonds de pension : **13** (31 mai 2008)

---

Nombre de sociétés de gestion : **185** (9 juin 2008)  
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **2 369 personnes** (31 mars 2008)

---

Nombre de PSF : **241** (31 mai 2008)

Somme de bilans : **EUR 61,340 milliards** (30 avril 2008)

Résultat net provisoire : **EUR 220,79 millions** (30 avril 2008)

Emploi : **12 818 personnes** (31 mars 2008)

---

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **18** (31 mai 2008)

---

Emploi total dans les établissements surveillés : **36 749 personnes** (31 décembre 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **39 780 personnes** (30 septembre 2007)

Emploi total dans les établissements surveillés : **40 662 personnes** (31 décembre 2007)

---

### Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)

Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)